

Venezuela : l'ONU dénonce que les sanctions étasuniennes risquent de porter atteinte aux droits des plus vulnérables



Nations Unies, 8 août (RHC)- La Haute Commissaire de l'ONU aux Droits de l'Homme, Michelle Bachelet a exprimé sa profonde préoccupation pour les graves conséquences que peuvent avoir les toutes dernières sanctions nord-américaines sur les droits humains du peuple vénézuélien.

Lundi, le Président des États-Unis, Donald Trump, a signé un ordre exécutif décrétant de nouvelles sanctions ayant pour but de geler les biens du gouvernement vénézuélien dans ce pays et de frapper de sanctions toutes les personnes et entités qui appuient le gouvernement du président légitime du Venezuela Nicolas Maduro.

« Les sanctions sont extrêmement larges et elles n'incluent pas suffisamment de mesures pour pallier leur impact sur les couches les plus vulnérables de la population », a relevé Michelle Bachelet, dans une déclaration de presse.

La Haute Commissaire de l'ONU aux Droits de l'Homme a mis l'accent sur le fait que les sanctions nord-américaines pourraient avoir de profondes répercussions sur les droits à la santé et à l'alimentation des Vénézuéliens en particulier.

Rappelons que le Venezuela est la cible d'agressions de toute sorte de la part des États-Unis et de leurs alliés qui s'obstinent à renverser la Révolution Bolivarienne dans ce pays.

Michelle Bachelet a signalé que les nouvelles sanctions qui limitent encore plus l'activité économique pourraient amener les entreprises et les institutions financières à arrêter complètement les transactions avec le gouvernement du Venezuela plutôt que de risquer d'être sanctionnées pour avoir violé les sanctions.

La Haute Commissaire a rappelé que les sanctions économiques imposées en août 2017 et en janvier 2019 ont eu un impact sévère car le gros des recettes en devises du Venezuela provient des exportations de pétrole, dont beaucoup sont liées au marché nord-américain », a-t-elle signalé.

Selon la Haute Commissaire, de nombreuses données et études montrent que des sanctions unilatérales de grande envergure peuvent finir par nier les droits fondamentaux des personnes, y compris leurs droits économiques ainsi que les droits à la nourriture et à la santé, et pourraient constituer des obstacles à la fourniture de l'aide humanitaire.

Lors d'un point de presse à New York, mardi, le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, avait rappelé qu'« il est très, très important de faire passer les besoins humanitaires du peuple vénézuélien avant toute autre considération ».

Michelle Bachelet a lancé un appel à œuvrer de façon constructive pour trouver une solution politique à la situation dans le pays, en accordant la priorité absolue aux intérêts et aux droits fondamentaux des personnes.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/198480-venezuela-lonu-denonce-que-les-sanctions-etatsuniennes-risquent-de-porter-atteinte-aux-droits-des-plus-vulnerables>



Radio Habana Cuba